



Le temps des Réalisations

Bulletin mensuel bilingue d'informations - N° 19 - juillet 2014

Cabinet Civil de la Présidence de la République du Cameroun

Récépissé de déclaration N° 00000038 / RDDJ / J06 / BASC du 9 juillet 2012

Directeur de Publication : Martin BELINGA EBOUTOU



23^{ème} SOMMET DE L'UNION AFRICAINE



Ce que Paul BIYA a fait à Malabo



Une participation remarquable

Le Président de la République, accompagné de son épouse, Madame Chantal BIYA, a séjourné à Malabo en Guinée Equatoriale du 26 au 28 juin 2014, à l'occasion du 23^{ème} sommet de l'Union Africaine. Le Président Paul BIYA a mené une intense activité diplomatique durant ces assises.

Arrivé à Malabo dans la matinée du 26 juin, le Chef de l'Etat s'est aussitôt rendu à la cérémonie solennelle d'ouverture du sommet, marquée par de nombreuses allocutions dont celle du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), M. BAN KI-MOON.

Dans l'après-midi, le Président de la République est retourné au Centre des conférences où il a assisté pendant des heures, à la session publique consacrée au thème de ce sommet : « *L'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique* ». Le Président de la République a suivi avec une attention soutenue les riches et intenses débats des experts, puis les interventions des autres Chefs d'Etat ou leurs représentants sur la nécessité de moderniser l'agriculture africaine. Dans leurs résolutions, les Chefs d'Etat et de Gouvernement

ont décidé d'allouer au moins 10% de leurs budgets nationaux au secteur de l'agriculture.

Tout au long de cette journée du 26 juin, le Président Paul BIYA a été particulièrement sollicité par ses homologues africains, ce qui traduit la grande considération dont il jouit auprès de ses pairs.

Le 27 juin 2014, la journée a débuté par la concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur la situation en RCA, tenue en marge du sommet de l'UA. Au terme de cette rencontre, le Chef de l'Etat a réaffirmé son soutien à la Présidente de transition, Mme Catherine SAMBA-PANZA. Il a aussi réaffirmé avec force que l'avenir de la RCA appartient aux Centrafricains eux-mêmes, toutes tendances confondues. Ils doivent donc s'asseoir ensemble pour dialoguer afin de définir ce qui est bien pour leur pays.

Peu après la fin de cette concertation, le Chef de l'Etat s'est longuement entretenu avec son homologue équato-guinéen, le Président Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO, puis il a reçu en audience le Président du Bénin, Thomas BONI YAYI.

Le Président de la République a aussitôt enchaîné par une intervention à la session publique du jour consacrée aux questions de paix et de sécurité. Dans son intervention, le Chef de l'Etat s'est appesanti sur la menace du terrorisme sur le continent. Il a relevé qu'aucun Etat n'est à l'abri de ce « *nouveau malheur (qui) s'est abattu sur l'Afrique* » et a souligné la nécessité d'une action commune: « *Je crois que le moment est venu de tirer les conséquences pratiques de la doctrine d'intervention que nous avons définie à l'échelle du continent. Si j'ose dire, la Force Africaine en Attente ne peut plus attendre et la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC) devrait être opérationnelle sans retard.* »

En somme, la participation du Président BIYA au 23^{ème} sommet de l'Union Africaine a été remarquable. Elle a été à la hauteur de la stature de cet homme d'Etat considéré comme un sage de l'Afrique.

Intervention du Chef de l'Etat lors de la session publique consacrée aux problèmes de paix et de sécurité en Afrique

Malabo, le 27 juin 2014



Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Mesdames, Messieurs,

Notre continent avait depuis longtemps le triste privilège des coups d'Etat, des guerres civiles, des affrontements ethniques, des différends territoriaux, voire des conflits ouverts entre Etats, avec un bilan effrayant en pertes de vies humaines, de destructions de biens et de déplacements de populations.

Depuis peu, un nouveau malheur s'est abattu sur l'Afrique. Il a pris le visage d'un terrorisme qui semble venu du fond des âges et qui est d'autant plus dangereux qu'il frappe au hasard et sans raison apparente. Là aussi des milliers de victimes innocentes attestent de l'importance du danger.

Nos frères du Mali en ont fait la douloureuse expérience pendant les mois où les djihadistes ont régné sur le nord du pays. Les populations du Ni-

geria, en butte aux exactions de Boko Haram, subissent à leur tour l'oppression de cette secte moyenâgeuse. Quant au Kenya, il ne se passe pas de semaine sans que les « Shebabs » somaliens se rendent coupables d'attentats meurtriers.

Mon pays est bien placé pour évaluer l'ampleur du danger. Menacé à l'Ouest par les incursions de Boko Haram et à l'Est par les répercussions des événements de RCA, il se trouve

aujourd'hui en première ligne. Nous sommes bien entendu déterminés à nous défendre. Mais je voudrais souligner à l'intention des pays frères que la distance n'est pas une garantie d'invulnérabilité face à un tel adversaire.

C'est pourquoi je pense que ce qui se passe encore au Mali, au nord du Nigeria et au Kenya nous concerne tous.

Il n'est que temps de faire barrage à l'avancée de ces nouveaux envahisseurs. Et, bien entendu, notre Organisation continentale a un rôle crucial à jouer en la matière. Depuis plusieurs années, nous discutons de la construction d'une « architecture de paix et de sécurité » au niveau du continent. La question est complexe, je le reconnais. Nous avons néanmoins fait des progrès.

Aujourd'hui, des contingents africains sont présents dans certains pays frères en difficulté ou participent avec l'accord de l'UA à des opérations de stabilisation ou de maintien de la paix. Mais maintenant la menace est globale et nécessite une réponse urgente à la

mesure du danger. Je crois que le moment est venu de tirer les conséquences pratiques de la doctrine d'intervention que nous avons définie à l'échelle du continent.

Si j'ose dire, la Force Africaine en Attente ne peut plus attendre et la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC) devrait être opérationnelle sans retard.

Par ailleurs, des initiatives ont déjà été prises qui vont dans ce sens et il faut s'en féliciter. Le sommet réuni à Paris le 17 mai dernier à l'initiative de la France, auquel participaient les Chefs d'Etat du Nigeria, du Niger, du Bénin, du Tchad et du Cameroun, était consacré aux agissements de Boko Haram et à la réponse qu'il convenait d'y apporter.

Des représentants des Etats-Unis, du Royaume Uni, de la France et de l'Union Européenne y assistaient.

Bien qu'il s'agisse d'une menace d'une autre nature – mais le mode opératoire comporte aussi enlèvements, pillage et assassinats je voudrais rappeler que le terrorisme a pris égale-

ment une dimension maritime, notamment au large de la Somalie et dans le golfe de Guinée.

C'est pour y faire face que nous avons réuni, en juin 2013 à Yaoundé, un sommet sur la sûreté et la sécurité dans le golfe de Guinée.

Un cadre intercommunautaire de coopération et un code de conduite relatifs à la lutte contre la piraterie ont été adoptés ainsi qu'un document créant à Yaoundé un centre interrégional de coordination des mesures prises par les Etats concernés. Ce centre sera bientôt opérationnel.

Qu'il soit terrestre ou maritime, que ses agissements soient proches ou éloignés, le terrorisme reste le terrorisme. Il défie les règles du monde civilisé qui prône la fraternité et la tolérance. Son comportement est inspiré par la haine et ses moyens ceux de la force brutale. Sa victoire serait celle de l'obscurantisme et de la régression. Face à ce péril, il n'y a pas d'hésitation possible. Il faut faire front.

Je vous remercie.

Statement by the Head of State at the Session on Peace and Security Issues in Africa

Malabo, 27 June 2014

**Distinguished Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

For a long time our continent held the unenviable record for coups d'état, civil wars, ethnic clashes, territorial disputes and open inter-State conflicts, with hor-

rific losses of human life, destruction of property and displacement of populations.

Lately, a new misfortune has befallen Africa. It takes the form of terrorism which seems to have come from the depth of ages and is all the more dangerous as it strikes at ran-

dom and with no obvious reason. There again, the thousands of innocent victims attest to the scale of danger.

Our brothers in Mali suffered the painful experience during the months when the jihadists ruled the northern part of the country. The

people of Nigeria, exposed to the atrocities of Boko Haram, are in turn suffering the oppression of this mediaeval sect. In Kenya, a week does not go by without the Somali “Shebab” carrying out deadly attacks.

My country is well-positioned to fathom the scope of the danger. Threatened from the west by Boko Haram incursions and from the east by the impact of the events in the CAR, it is currently at the frontline. Of course, we are determined to defend ourselves. But I would like to point out to brotherly countries that to such an adversary, distance is no guarantee of invulnerability.

So I think what is happening in Mali, northern Nigeria and Kenya concerns us all.

It is high time we stopped the advance of these new invaders. And, of course, our continental organization has a crucial role to play in that regard. For several years, we have been discussing the building of a “peace and security architecture” on the continent. This, admittedly, is a complex issue. Nonetheless we have made progress.

Today, African troops are present in some brotherly countries in diffi-

culty or are taking part, with AU approval, in stabilization or peace-keeping operations. But the threat is now global and requires urgent action commensurate with the danger. I believe it is now time to draw the practical lessons from the doctrine of intervention we have defined at the continental level.

Permit me to say the African Standby Force can no longer wait and the African Capacity Immediate Crisis Response (CARIC) should go operational without delay.

Besides, initiatives in this direction have already been taken and should be hailed. The summit meeting held in Paris on 17 May 2014 on the initiative of France, attended by the Heads of State of Nigeria, Niger, Benin, Chad and Cameroon was devoted to the activities of Boko Haram and the appropriate response to it.

Representatives of the United States, United Kingdom, France and the European Union attended the meeting.

Although this is a different type of threat, I would like to recall that terrorism also has a maritime dimension, notably off the coast of Somalia and in the Gulf of Guinea,

also involving kidnapping, looting and killings.

To counter this threat, we held a summit in Yaoundé in June 2013 on Safety and Security in the Gulf of Guinea.

An inter-community cooperation framework and an anti-piracy code of conduct were adopted as well as a document establishing in Yaoundé an interregional centre to coordinate measures taken by the States concerned. The centre will soon go operational.

Whether on land or at sea, whether its activities are near or far, terrorism remains terrorism. It defies the rules of civilized societies which advocate fraternity and tolerance. It is driven by hatred and brute force. It thrives on obscurantism and regression. In the face of such danger, we need not hesitate. We must join forces.

Thank you.

Concertation sur la situation en RCA

En marge du sommet de l'Union Africaine, le Chef de l'Etat a participé, le 27 juin 2014, à une concertation regroupant les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Outre le Président Paul BIYA, les Chefs d'Etat ci-après ont pris part à cette rencontre : Denis SASSOU NGUESSO du Congo, Ali BONGO ONDIMBA du Gabon, Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO de Guinée Equatoriale, Manuel PINTO DA COSTA de Sao Tomé et Principe, Mme Catherine SAMBA-PANZA de RCA, Idriss DEBY ITNO du Tchad, Président en exercice de la CEEAC, dirigeait les travaux. L'Angola et la RDC étaient représentés. Le Président de Mauritanie, Président en exercice de l'Union Africaine, Mohamed OULD ABDEL AZIZ, a participé aussi à cette rencontre. Il a apporté son soutien aux initiatives de la CEEAC visant le retour de la sécurité en Centrafrique.

Au terme de cette concertation sous-régionale, le Président BIYA a appelé à un dialogue englobant toutes les forces vives centrafricaines et renouvelé son soutien à la Présidente de transition, Madame Catherine SAMBA-PANZA.



Le Chef de l'Etat s'entretenant avec le Président du Gabon, Ali BONGO ONDIMBA, et le Président de Sao Tomé et Principe, Manuel PINTO DA COSTA à la fin de la concertation sur la situation en RCA.

Le Chef de l'Etat face à la presse au sortir de la concertation sur la situation en RCA



Excellence, est-ce que les décisions prises au terme de cette concertation seront cette fois-ci appliquées pour assurer le retour de la paix en RCA ?

Je crois que les pays d'Afrique Centrale ont fait beaucoup d'efforts. On a envoyé des soldats, de l'argent et des équipements pour maintenir la paix. Mais nous avons voulu aussi que les Centrafricains puissent s'exprimer eux-mêmes,

qu'ils disent ce qu'ils veulent, quel genre d'institutions ils veulent conduire. A cet effet, on a prévu une rencontre de toutes les forces politiques à Brazzaville. Nous serons toujours en arrière-plan pour apporter nos appuis, nos concours. Je profite pour remercier d'ailleurs les pays européens comme la France, qui ont bien voulu apporter aussi leur concours à la reconstruction de cette République Centrafricaine qui nous est chère.

Est-ce que ce sera un dialogue incluant les anti-balaka et la Seleka ?

Nous avons exprimé le vœu que le dialogue englobe toutes les forces vives de ce pays - les partis politiques, les ONG, les chefs religieux, les anti-balaka et les Seleka - pour qu'on ait vraiment un condensé des volontés de ce peuple pour rebâtir leur pays. Nous sommes en arrière-plan pour les aider et nous aiderons aussi à ce que le dialogue soit constructif.

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES
COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL

(E.C.C.A.S.)
(C.E.E.A.C.)
(C.E.E.A.C.)
(C.E.E.A.C.)



Secrétariat Général

COMMUNIQUE DE PRESSE

**Concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en marge de la 23^{ème} session ordinaire du Sommet de l'Union Africaine
Malabo 27 juin 2014**

Il s'est tenu le 27 juin 2014, en marge de la 23^{ème} session ordinaire du Sommet de l'Union Africaine à Malabo en Guinée Equatoriale, une concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, en présence de Son Excellence Monsieur Ould Abdel Aziz, Président en Exercice de l'Union Africaine, à l'effet d'évaluer la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine.

Etaient présents à la concertation :

- **Son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO**, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la CEEAC ;
- **Son Excellence Monsieur Obiang NGUEMA MBASOGO**, Président de la République de Guinée Equatoriale ;
- **Son Excellence Monsieur Paul BIYA**, Président de la République du Cameroun ;
- **Son Excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO**, Président de la République du Congo ;
- **Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République Gabonaise ;
- **Son Excellence Monsieur Manuel PINTO DA COSTA**, Président de la République Démocratique de Sao-Tomé et Principe ;
- **Son Excellence Madame Catherine SAMBA PANZA**, Chef de l'Etat de Transition de la République Centrafricaine ;
- **Son Excellence Monsieur Manuel DOMINGOS VICENTE**, Vice-président de la République d'Angola ;
- **Son Excellence Monsieur Raymond TCHIBANDA**, Ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Congo ;
- **Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI**, Secrétaire général de la CEEAC ;
- **Monsieur Babacar GAYE**, Représentant Spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA ;
- **Monsieur Jean-Marie Michel MOKOKO**, Représentant Spécial de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine en RCA ;

Au cours de la concertation, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont suivi l'exposé de Son Excellence Madame SAMBA PANZA Catherine, Chef de l'Etat de Transition, sur la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note de la déclaration de la Présidente de Transition et lui ont réitéré leur soutien dans l'accomplissement de sa mission pour la reconstruction de son pays. Ils ont par ailleurs pris acte de sa volonté de remanier son gouvernement.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté les Autorités de la Transition à travailler dans le sens de l'apaisement et de la réconciliation nationale et à œuvrer en faveur de la réconciliation nationale, à combattre toutes pratiques discriminatoires qui minent la cohésion nationale et à mettre en œuvre la feuille de route pour la consolidation de la sécurité et des fondements de la relance économique.

Les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont exprimé leur préoccupation face aux exactions commises sur les populations civiles par les groupes armés et demandé à l'ensemble des groupes armés, les forces politico-militaires et la classe politique centrafricaine à cesser toute forme de violence afin de préserver et de consolider les acquis de la Transition et à s'engager dans une recherche de solution pacifique et politique pour sortir leur pays de la crise. Ils ont appelé les acteurs de la crise centrafricaine à un engagement politique plus soutenu et insisté sur la nécessité d'une forte cohésion et d'une réelle unité d'action entre tous les acteurs de la Transition. Ils ont appelé tous les acteurs centrafricains concernés, y compris les responsables des ex-Séléka et des anti-Balaka, à multiplier les appels, sans équivoque, à leurs partisans pour qu'ils mettent un terme immédiat aux attaques contre les populations civiles et à tous les autres actes de violence de nature à saper les efforts visant à restaurer la sécurité et à promouvoir la réconciliation ;

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leurs remerciements à la Communauté internationale et l'ont exhortée à continuer de jouer un rôle actif dans la résolution de la crise qui prévaut en République centrafricaine. Ils ont demandé au Secrétariat général des Nations Unies, la Commission de l'Union Africaine et le Secrétariat général de la CEEAC à mettre en place urgemment, avec l'appui de facilitateurs, une médiation internationale sous la conduite du Président Médiateur de la CEEAC, Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, afin d'aider les Centrafricains à reprendre, en terrain neutre, le chemin du dialogue en vue de se doter d'un nouveau cadre politique de gestion consensuelle de la transition et de sortie de crise. Ils ont exprimé le vœu de voir l'ensemble des acteurs de la crise faire partie de la solution et contribuer à la réussite de la transition, et ce, sans préjudice de la présentation de leur candidature aux prochaines échéances électorales.

Enfin, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont appelé l'ensemble des forces régionales et internationales présentes en République Centrafricaine à œuvrer en harmonie dans le seul intérêt du Peuple Centrafricain.



Fait à Malabo, le 27 juin 2014

Autres images fortes du séjour du Chef de l'Etat en Guinée Equatoriale



Accueil du Couple présidentiel à l'aéroport de Malabo par le Premier Ministre de Guinée Equatoriale, Vicente EHATE TOMI.



La communauté camerounaise en liesse.



Un accueil chaleureux et enthousiaste.



Après l'accueil à l'aéroport, le Chef de l'Etat et sa suite se sont rendus aussitôt au Centre de Conférence de Sipopo pour la cérémonie d'ouverture du sommet.



Le Chef de l'Etat attentif.



Le Président Paul BIYA a été sollicité par ses pairs et d'autres personnalités : le Président du Nigeria, Goodluck JONATHAN...



Le Président du Bénin, Thomas BONI YAYI.



L'ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), EDEM KODJO.



Concertation entre le Président BIYA et le Secrétaire Général des Nations Unies, BAN KI-MOON.



Les Premières Dames ont apporté leur touche au Sommet.



Madame Chantal BIYA, une présence remarquable.



Le 27 juin 2014, les Présidents BIYA et ODIANG NGUEMA MBASOGO se sont longuement entretenus sur des sujets d'intérêt commun.



Le Chef de l'Etat en toute convivialité avec le Président du Bénin, Thomas BONI YAYI.



Le Couple présidentiel lors de son départ de Malabo le 28 juin 2014 : le Chef de l'Etat félicitant l'Ambassadeur du Cameroun en Guinée Equatoriale, Lazare MPOUEL BALLA, et l'Ambassadeur du Cameroun en Ethiopie, Représentant permanent à l'Union Africaine, Alfred NDOUMBE EBOULE.



République du Cameroun

Yaoundé, le 28 JUIN 2014.

*Le Président
de la République*

Monsieur le Président et Cher Frère,

Au moment où se termine Mon séjour dans Votre beau pays, à l'occasion de la Vingt Troisième Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, tenue à Malabo les 26 et 27 juin 2014,

Je tiens à Vous remercier bien sincèrement pour l'hospitalité et les délicates attentions que le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale et Vous-Même avez bien voulu Me réserver, ainsi qu'à Mon Epouse et à Ma délégation.

C'est l'occasion pour Moi de Vous réitérer Ma disponibilité à continuer d'œuvrer avec Vous, comme par le passé au renforcement des relations de fraternité féconde qui existent si heureusement entre Nos deux pays.

Veillez agréer, **Monsieur le Président et Cher Frère**, les assurances renouvelées de Ma très Haute Considération./-



A S.E.M. OBIANG NGUEMA MBASOGO
Président de la République de
Guinée Equatoriale
MALABO



République du Cameroun

Yaoundé, le 28 JUIN 2014

*Le Président
de la République*

Madame la Présidente,

Au terme des travaux de la Vingt Troisième Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, tenue à Malabo les 26 et 27 juin 2014,

Il me plait de vous féliciter pour la parfaite organisation ainsi que pour le succès de ces assises marquées par des échanges francs et fructueux sur la nécessité de la transformation de l'agriculture et la sécurité alimentaire sur notre continent.

J'ai grand espoir que les décisions prises et les différentes recommandations adoptées contribueront de manière déterminante à l'avènement d'une agriculture africaine moderne axée sur la satisfaction des besoins de nos populations et de ceux des générations futures.

**Mme NKOSAZANA DLAMINI ZUMA
Présidente de la Commission de l'Union Africaine**

ADDIS ABEBA

Par ailleurs, Je me réjouis des échanges que nous avons eus et qui ont donné lieu à d'importantes résolutions qui montrent notre engagement continu dans la construction d'une Afrique pacifique et sûre.

Veillez agréer, **Madame la Présidente**, les assurances renouvelées de ma considération distinguée./-



REPUBLIC DU CAMEROUN
Republic of Cameroon
LE PRÉSIDENT
Presidency of The Republic
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
Paul BIYA

Les audiences du Chef de l'Etat au Palais de l'Unité

Une délégation d'investisseurs chinois du groupe CITIC



Le Président de la République a reçu en audience, le 02 juillet 2014, une délégation chinoise du Groupe CITIC, conduite par son Vice-président LIU GUIGEN. Les investissements chinois étaient en visite de prospection au Cameroun. Le Chef de l'Etat et ses hôtes

ont eu des échanges riches et fructueux. Le groupe CITIC a exprimé son intérêt pour quatre grands projets : la construction de 10 000 logements sociaux ; la deuxième phase du projet de construction de l'autoroute Yaoundé-Douala ; la deuxième phase

du projet de construction du port en eau profonde de Kribi et le projet de construction de la ligne de chemin de fer entre Ngaoundéré et N'Djamena. Le groupe CITIC occupe le 172^{ème} rang sur les 500 premières entreprises mondiales.



Le cadeau des investisseurs chinois au Chef de l'Etat.

Le Vice-président de la Chambre basse du Parlement allemand



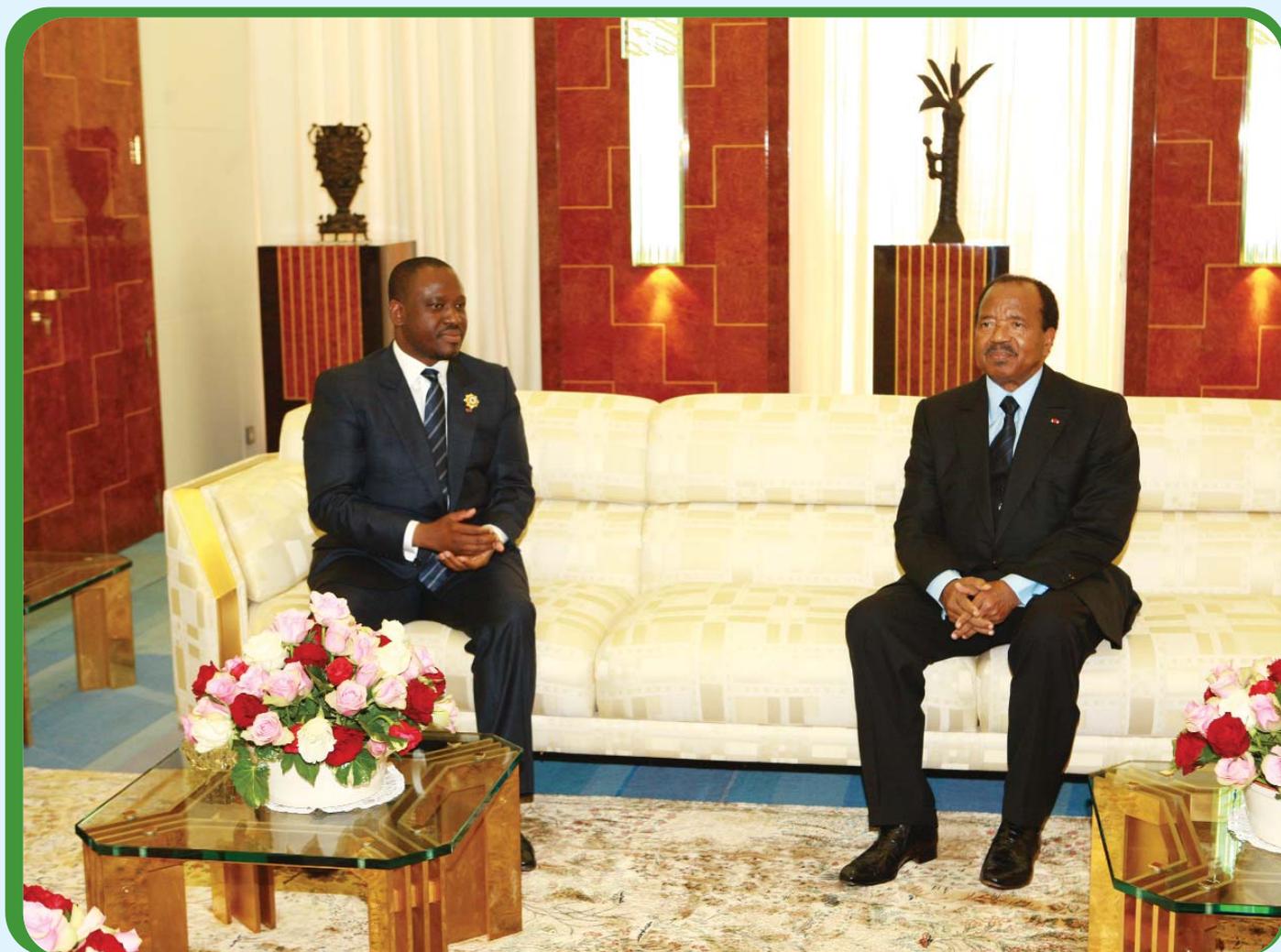
A la tête d'une délégation de parlementaires allemands en visite de travail et d'amitié au Cameroun, M. Johannes SINGHAMMER, Vice-président du « Bundestag » (l'Assemblée Nationale), a été reçu en audience par le Chef de l'Etat au Palais de l'Unité, le 17 juin 2014.

Face à la presse, M. SINGHAMMER a, tout d'abord, laissé entendre que cet entretien a permis de

revisiter la vieille amitié entre l'Allemagne et le Cameroun. Ensuite, le Vice-président du « Bundestag » a déclaré que son pays et l'Europe en général observent avec admiration le rôle que joue le Cameroun pour préserver la paix et la sécurité dans sa sous-région. Il a promis le soutien de l'Allemagne au Cameroun pour faire face à la menace de la secte islamiste Boko Haram, le long de la frontière avec le Nigeria.

Enfin, au plan économique, M. SINGHAMMER a confirmé la volonté de la République Fédérale d'Allemagne de construire une usine d'engrais au Cameroun. Il a assuré que compte tenu de nombreuses opportunités qu'offre notre pays, d'autres investissements suivront.

Le Président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, Guillaume SORO



Le Chef de l'Etat a reçu en audience au Palais de l'Unité, le 13 juin 2014, M. Guillaume KIGBAFORI SORO, Président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire en visite de travail au Cameroun. Les entretiens ont porté sur la coopération bilatérale, la sécurité et la paix en Afrique.

Face à la presse, Guillaume SORO a remercié le Président

Paul BIYA qui l'a «*reçu longuement et de façon exceptionnelle* » et pour les propos aimables et les salutations fraternelles qu'il a bien voulu adresser à son homologue, le Président Alassane DRAMANE OUATTARA. M. SORO s'est dit touché par les conseils qu'il a reçus du Chef de l'Etat, des conseils d'un sage africain, pétri d'expériences dans la gestion des affaires de l'Etat, a-t-il ajouté.

Invité à porter une appréciation générale sur sa visite de travail au Cameroun, le Président de l'Assemblée Nationale ivoirienne s'est dit émerveillé par son bon déroulement, précisant que l'attention soutenue des hautes autorités camerounaises à son endroit et l'enthousiasme des populations en général sont la preuve de l'excellence des relations entre la Côte d'Ivoire et le Cameroun.

Les actes du Chef de l'Etat dans les principaux pôles de la politique des Grandes Réalisations

Un geste fort après le réajustement des prix des carburants et du gaz domestique

Dans le cadre de l'application des mesures d'accompagnement annoncées par le Gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat des populations suite au réajustement des prix des carburants et du gaz domestique décidé à partir du 1er juillet dernier, le Président de la République, Paul BIYA, a pris deux actes importants le 7 juillet : le décret portant revalorisation des salaires des agents publics de 5% et l'ordonnance portant réduction de la taxe spéciale sur les produits pétroliers et certaines taxes dues par les transporteurs des personnes et des biens. La revalorisation de la rémunération des agents publics entraîne une augmentation mensuelle de 2,5 milliards de la masse salariale de l'Etat.

La prompt réaction du Chef de l'Etat traduit son souci permanent d'assurer le bien-être de ses compatriotes. C'est dans cette logique que le prix du pétrole lampant, utilisé par la majorité des populations en zone rurale notamment, n'a pas changé : il a été maintenu par le Gouvernement à 350FCFA. Le montant de l'impôt libérateur, dont sont assujettis les petits commerces et plus globalement les acteurs du secteur informel, a été réduit de 50%; des concertations paritaires en vue de la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) sont prévues.

Les prix des produits pétroliers avaient été gelés au Cameroun depuis 2008 en dépit d'une augmentation régulière des cours du pétrole sur le marché international. En cinq ans, les subventions de l'Etat se sont élevées à 1200 milliards FCFA. Le réajustement des prix était donc devenu une nécessité pour le Gouvernement au risque de compromettre la réalisation des grands projets du Cameroun en route vers l'émergence.

Pôle gouvernance

Ordonnance N°2014/001 du 07 juillet 2014 portant réduction de la Taxe Spéciale sur les produits pétroliers (TSPP) et de certaines taxes dues par les transporteurs de personnes et de marchandises.

Décret N°2014/253 du 07 juillet 2014 portant revalorisation de la rémunération mensuelle de base des personnels civils et militaires.

Article 1^{er} : La rémunération mensuelle de base des personnels civils et militaires est à compter de la date de signature du présent décret, revalorisée de 5%.

Décret N°2014/249 du 04 juillet 2014 portant création, organisation et fonctionnement du Centre des Urgences de Yaoundé.

Décret N°2014/242 du 03 juillet 2014 portant classement au domaine public

artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction des voies d'accès sur une longueur de 600 mètres linéaires au site du Projet CLEHMINVEST au lieu-dit " Fébé Golf ", arrondissement de Yaoundé 2^{ème}, département du Mfoundi.

Décret N°2014/243 du 03 juillet 2014 portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction du poste de transformation 225/90/30 KV à Ebolowa du Projet de renforcement et d'extension des réseaux électriques de transport et de distribution dans le département de la Mvila.

Décret N°2014/241 du 02 juillet 2014 portant adhésion de la République du Cameroun à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto), révisée le 26 juin 1999 à Bruxelles.

Décret N°2014/235 du 1er juillet 2014 portant classement au domaine public artificiel, des terrains nécessaires aux travaux de construction de la route Boucle du Dja, arrondissement de Meyomessala, département du Dja et Lobo.

Décret N°2014/236 du 1er juillet 2014 portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux d'aménagement de la voirie urbaine de Meyomessala, arrondissement de Meyomessala, département du Dja et Lobo.

Décret N°2014/237 du 1er juillet 2014 portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction de l'Aéroport de Bidjong dans l'arrondissement de Meyomessala, département du Dja et Lobo.

Décret N°2014/238 du 1er juillet 2014 portant classement au domaine public artificiel et expropriation des terrains nécessaires à la construction de l'auto-

route urbaine Yaoundé-Nsimalen, dans le département de la Mefou et Akono.

Décret N°2014/239 du 1^{er} juillet 2014 portant nomination du Président du Conseil d'Administration de la Société de Développement du Coton du Cameroun (SODECOTON).

Décret N°2014/240 du 1^{er} juillet 2014 portant nomination du Président du Conseil d'Administration de la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY).

Décret N°2014/220 du 17 juin 2014 portant ratification de l'accord-cadre sur l'aide entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement de la République de Corée, signée à Yaoundé le 15 juillet 2013.

Décret N°2014/222 du 20 juin 2014 portant nomination du Directeur Général de la société CAMEROON AIR-LINES Corporation (CAMAIR-CO).

Décret N°2014/232 du 24 juin 2014 portant nomination de responsables à l'Ambassade du Cameroun à Bangui, en République Centrafricaine.

Décret n°2014/184 du 04 juin 2014 portant nomination de Gouverneurs de Région.

Décret n°2014/185 du 04 juin 2014 portant nomination du Secrétaire Général des Services du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord.

Décret n°2014/186 du 04 juin 2014 portant nomination de préfets.

Décret n°2014/187 du 04 juin 2014 portant nomination d'un Inspecteur général des affaires académiques au

ministère de l'Enseignement Supérieur. **Décret n°2014/188 du 04 juin 2014** portant nomination de responsables dans les universités d'Etat.

Décret n°2014/189 du 04 juin 2014 portant nomination dans les universités d'Etat.

Décret n°2014/190 du 05 juin 2014 habilitant le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de prêt combiné d'un montant global de 16 millions de dollars US, soit environ 8 milliards de francs CFA, tiré sur les ressources ordinaires de la Banque à concurrence de 9 millions de dollars US, soit environ 4,5 milliards de francs CFA, et sur les ressources du Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) à hauteur de 7 millions de dollars US, soit environ 3,5 milliards de francs CFA, pour le financement du Projet d'appui à l'éducation de base dans les zones prioritaires.

Pôle des services et des nouvelles technologies

Décret N° 2014/191 du 09 juin 2014 habitant le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la BELFIUS Banque de Belgique, un Accord de prêt sous forme de crédit acheteur d'un montant de 21 211 755,54 euros, soit environ 13,9 milliards de francs CFA, pour le financement des travaux de densifica-

tion des réseaux d'eau potable dans onze villes au Cameroun.

Décret N° 2014/192 du 9 juin 2014 portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant de 6,67 millions de dinars islamiques, équivalant à 10 millions de dollars US, soit environ 5 milliards de FCFA, conclu le 20 avril 2014 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement pour le financement du projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire en République du Cameroun.

Décret N° 2014/193 du 9 juin 2014 portant ratification de l'Accord dit Istina'a d'un montant de 14,08 millions de dollars US, soit environ 7,04 milliards de francs CFA, conclu le 20 avril 2014 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement, pour le financement du projet d'appui au renforcement des services de soins primaires et secondaire en République du Cameroun.

Décret N°2014/221 du 20 juin 2014 habilitant le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD), une Convention de crédit d'un montant de 80 millions d'Euros, soit environ 52,48 milliards de Francs CFA, pour le financement partiel de la deuxième phase du projet d'assainissement pluvial de la ville de Yaoundé (PADY 2).

Le temps des Réalisations

Une publication du Cabinet Civil de la Présidence de la République

Directeur de publication : Martin BELINGA EBOUTOU, *Ministre, Directeur du Cabinet Civil*

Coordonnateur : Joseph LE, *Directeur Adjoint du Cabinet Civil, Chef de la Cellule de Communication*

Conseiller à la rédaction : Oswald BABOKE, *Conseiller Technique*

Rédacteurs en Chef : Nicolas AMAYENA, *Attaché*

BANSI Victor SUYHANG, *Attaché*

Contribution : Churchill EWUMBUE MONONO, *Conseiller Technique*; Salomon EHETH, *Chargé de Mission*;

Jean Lucien EWANGUE, *Attaché*

Secrétariat Général de la Présidence de la République : Antoine BOUSOMOG, *Conseiller Technique (Division linguistique et du bilinguisme)*; Florent Guy ELA FOE, *Attaché (Service du fichier législatif et réglementaire)*

Images: Elie NYAT SAF, Victor YENE, ANDJONGO SEME, CHIGET SALIFOU

Appui : Jeanne d'Arc OTAM, Médard NKODO NSOULOU, Joseph Bienvenu AMOUGOU MEYONG